



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel

Sous-direction de l'immobilier

Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage

**REGLEMENT DE CONSULTATION
PROCEDURE OUVERTE
MARCHE DE TRAVAUX / OPERATION DATACENTRE DNSCE
PHASE CANDIDATURES**

DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE :

Direction Nationale des Statistiques et du Commerce Extérieur (DNSCE),
service relevant de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects
(DGDDI)

MAITRE DE L'OUVRAGE :

ETAT
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et
numérique
Direction Générale des Douanes et des droits Indirects (DGDDI)

SERVICE CHARGE DE L'OPERATION :

ETAT
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et
numérique
Secrétariat Général
Service de l'Immobilier et de l'Environnement Professionnel (SIEP)
Bureau de l'Immobilier et de la Maîtrise d'Ouvrage (BIMO)
Antenne de Toulouse
1 rue de la cité administrative - Bâtiment B - 31074 TOULOUSE CEDEX
Tel : 05 34 45 08 45

INTITULE DU MARCHE :

Travaux d'extension et de rénovation d'un datacentre à la Direction Nationale
des Statistiques et du Commerce Extérieur (DNSCE) / Procédure avec
négociation - Phase Candidatures.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

13/05/2024 A 12h00 heures

Table des matières

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1. Les objectifs et les enjeux.....	4
ARTICLE 3 - MODALITES DE LA CONSULTATION	4
3.1. Procédure et forme du marché	4
3.2. Tranches.....	5
3.3. Durée du marché	6
3.4. Allotissement	6
3.5. Variantes et procédures	7
3.7. Marché similaire.....	7
3.8. Considérations sociales.....	7
3.9. Considérations environnementales	8
ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
4.1. Composition du dossier de consultation.....	9
4.2. Modifications de détail du dossier de consultation	9
4.3. Retrait du dossier de consultation	9
4.4. Visite du site	9
ARTICLE 4BIS – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	10
ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	11
5.1. Date de remise des candidatures	11
5.2. Modalités de remise des candidatures/offres.....	11
5.3. Conditions de participation.....	12
5.4. Vérification des candidatures	12
5.5. Groupements d’opérateurs économiques	12
5.6. Présentation de la candidature	13
5.7. Sous-traitance.....	17
ARTICLE 6 – EXAMEN ET JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	17
6.1 Examen des candidatures	17
6.2 Critères de choix des candidatures	18
ARTICLE 7 – PRESENTATION DES OFFRES.....	19
7.2.1. Critères de choix et jugement des offres.....	21
ARTICLE 8 – NEGOCIATION	23
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHE	24

9.1. Interdictions de soumissionner	24
9.2. Mise au point.....	24
9.3. Signature du marché	24
9.4. Indemnisation	24
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX.....	24
10.1. Tribunal compétent.....	24
10.2. Informations sur les recours	24
ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	25
ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS A LA PRESENTE PROCEDURE	25

PREAMBULE

La présente consultation est régie par les dispositions du code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019. Il s'agit d'une procédure avec négociation au titre de l'article R2124-3 du code de la commande publique avec une phase de candidatures puis une phase de réception des offres pour les candidats admis à concourir.

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Etat, représenté par Madame la Secrétaire Générale des ministères économiques et financiers.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement régit la consultation en vue de la désignation des titulaires des marchés de travaux pour l'opération d'extension et de rénovation d'un datacentre à la Direction Nationale des Statistiques et du Commerce Extérieur (DNSCE), située au 161 chemin de Lestang 31100 TOULOUSE pour une durée de 26 mois de travaux.

Le projet consiste à étendre et rénover sur le site actuel de la direction utilisatrice, sis 161 chemin de Lestang 31100 TOULOUSE, le datacentre douanier existant dans le cadre du projet PHEDRE. En multipliant par cinq les capacités d'hébergement, l'objectif est d'offrir ces capacités supplémentaires aux entités publiques tierces, et de garantir des performances énergétiques et environnementales à l'état de l'art, et des niveaux de sûreté et de sécurité conformes aux besoins des services de l'Etat. Il s'agit d'une opération de travaux en site occupé, avec contraintes fortes en matière de continuité des services informatiques, de sûreté des accès, et de sécurité des agents occupant les lieux, qui nécessitera une excellente coordination entre les équipes d'entretien et les équipes de travaux.

2.1. Les objectifs et les enjeux

- Faciliter le développement et l'adoption de solutions informatiques en nuage et ainsi apporter des réponses aux problématiques limitant actuellement leur usage,
- Contribuer au développement à travers des solutions innovantes et capables d'apporter de nouvelles opportunités de consolidation des capacités technologiques,
- Encourager la performance énergétique dans un contexte global pour lequel la part des infrastructures d'hébergement des données est croissante,
- Contribuer au développement durable sur les 3 volets (économique, environnemental et social)

ARTICLE 3 - MODALITES DE LA CONSULTATION

Le candidat est informé que le marché sera conclu en euros.

3.1. Procédure et forme du marché

- Il s'agit d'une consultation passée sous la forme d'une procédure :

☒ **formalisée** (R2124-1 du code de la commande publique) :

☐ **sous la forme d'un appel d'offres ouvert**

☒ **Autre procédure** : Il s'agit d'une procédure avec négociation au titre de l'article R2124-3 du code de la commande publique avec une phase de candidatures puis une phase de réception des offres pour les candidats admis à concourir.

- Le marché est un marché à prix forfaitaire pour les lots 1 à 15.
- Le marché est à prix mixte pour les lots : 9, 10 et 11

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins.

3.2. Tranches

☒ Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

3.3. Durée du marché

La durée prévisionnelle des marchés de travaux est de 25 mois (précisée à l'article 1.2 du CCAP).

3.4. Allotissement

Lot	
1	Désamiantage
2	Déconstruction démolition gros œuvre VRD
3	Charpente couverture étanchéité
4	Menuiseries intérieures
5	Menuiseries extérieures serrurerie bardage
6	Revêtement de sol - peinture
7	Cloisons Faux-plafond
8	Faux-plancher
9	Brouillard d'eau
10	Chauffage Ventilation Climatisation (CVC)
11	Electricité CFO CFA (SSI précâblage VDI)
12	Groupes électrogènes
13	Sûreté Sécurité
14	Gestion Technique du Bâtiment (GTB)
15	Urbanisation (baies confinement)

3.5. Variantes et procédures

☒ Les variantes sont **interdites** pour tous les lots sauf pour les lots 10 et 11.

Il est précisé aux candidats qu'une piste de proposition de variante libre a été identifiée par le pouvoir adjudicateur pour le lot 10.

Les variantes exigées par la maîtrise d'ouvrage concernent uniquement les lots suivants et sont décrites dans les CCTP :

- Lot n°10 : Variante n°01 : In-Rows double batterie salles R1/D1/2/D2
- Lot n°11 : Variante n°01 : Mise en place d'une détection incendie multi ponctuelle dans les salles informatiques.

Toute variante libre devra répondre aux objectifs recherchés en termes de résultats, et être présentée selon le formalisme suivant: l'ensemble des fichiers relatifs à une variante libre seront regroupés dans un dossier, clairement identifié au moyen d'un nommage intégrant le terme « variante libre ». Chaque dossier comprendra obligatoirement les renseignements relatifs aux propositions techniques (qui préciseront les compléments ou dérogations apportés au CCTP) ainsi que le chiffrage de la variante libre.

3.6. Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

☒ Le marché ne comprend pas de PSE

☐ Le marché comporte des PSE

3.7. Marché similaire

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

3.8. Considérations sociales

☒ Le présent marché comprend des considérations sociales pour les lots suivants :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
Lot 2 Déconstruction Démolition, Gros-Œuvre VRD	700 Heures
Lot 3 Charpente couverture étanchéité	245 Heures
Lot 5 Menuiseries extérieures serrureries bardage	105 Heures
Lot 6 Revêtements de sol peinture	150 Heures
Lot 7 Cloisons faux plafond	210 Heures
Lot 8 Faux-plancher	105 Heures
Lot 10 Chauffage Ventilation Climatisation CVC	1 200 Heures
Lot 11 Electricité CFO CFA (SSI, précâblage VDI)	1 600 Heures
Lot 12 Groupes Electrogènes	150 Heures
Lot 13 Sûreté sécurité	280 Heures

☐ Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales pour tous les lots

3.9. Considérations environnementales

☒ Le présent marché comprend des considérations environnementales pour tous les lots

Le candidat est informé que :

Le présent marché intègre des objectifs environnementaux dans le programme, ainsi que des objectifs d'efficacité énergétique via un engagement sur un niveau de consommation théorique maximum après travaux.

- Une charte de chantier à faibles nuisances, prenant en compte la maîtrise des consommations, la maîtrise des nuisances de chantier, la gestion, le tri et le recyclage des déchets de chantier est intégrée au DCE des entreprises de travaux. Son suivi et son application, tout au long de la phase travaux, seront réalisés par le maître d'œuvre.

En outre, le Titulaire devra dans la mesure du possible proposer des travaux et équipements éligibles au dispositif des CEE et respecter toutes les conditions techniques d'attribution définies dans les fiches d'opérations standardisées tertiaire, industrie, réseau ou transport. Les CEE sont conservés par le Maître d'ouvrage qui se charge ainsi de leur valorisation.

Le maître d'ouvrage est accompagné dans cette démarche par une entreprise tierce titulaire de l'accord-cadre « ACCOMPAGNEMENT A LA VALORISATION D'ACTIONS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE VIA LE DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (CEE) » de la Direction des Achats de l'Etat.

☐ Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales pour tous les lots

3.10 Innovation

☐ Le présent marché comprend des clauses relatives à l'innovation pour tous les lots

☒ Le présent marché ne comprend pas de clauses relatives à l'innovation.

Le présent marché ne comprend pas de clauses relatives à l'innovation. Toutefois, les candidats élaboreront leur mémoire technique afin de tendre à des solutions innovantes.

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Composition du dossier de consultation

Il contient les documents suivants et leurs annexes :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire détenu par l'administration fait seul foi ;
- le descriptif sommaire du projet ;
- les 4 annexes au RC dont l'annexe 4 (références) à compléter ;
- une DC4 ;
- l'attestation de visite ;
- le modèle de pouvoir ;
- la charte EDIFLEX (annexe n°2 du CCAP) ;
- la charte chantier faibles nuisances (annexe n°3 du CCAP).

4.2. Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 6 (Six) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où, un soumissionnaire aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des candidatures.

Si le pouvoir adjudicateur apporte des modifications substantielles au dossier de consultation, un nouveau délai est alors ouvert à compter de la date d'envoi du rectificatif aux candidats, si nécessaire.

4.3. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est gratuit et obligatoirement téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante www.marches-publics.gouv.fr sous la référence **DNSCE31_DATACENTRE_TVX_CANDIDAT**

Lors du téléchargement du dossier de consultation, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur le profil acheteur (www.marches-publics.gouv.fr) afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats, les échanges d'une consultation devant être dématérialisés.

4.4. Visite du site

Les candidats devront obligatoirement procéder à une des quatre visites sur site sur la base d'une inscription préalable adressée par mail au plus tard 48 heures avant ladite visite à frederic.vicens@finances.gouv.fr (Tel : 05 34 45 08 40) ou, en cas d'absence, à damien.heinrich@finances.gouv.fr (Tel : 05 34 45 08 41), et en transmettant obligatoirement la copie de la carte nationale d'identité (CNI) ou du passeport des 2 personnes (cf infra) autorisées à participer à la visite.

En effet, les candidats sont tenus de se rendre sur les lieux afin d'établir leur candidature et ensuite éventuellement leur offre en parfaite connaissance des conditions et sujétions particulières.

Si un candidat remet sa candidature sans avoir participé à la visite obligatoire, sa candidature sera considérée comme irrégulière et par conséquent rejetée.

Les candidats devront donc assister au choix à une des quatre visites suivantes :

- Le lundi 15 avril 2024 à 10h
- Le mercredi 24 avril 2024 à 10h
- Le lundi 29 avril 2024 à 10h
- Le vendredi 3 mai à 10h

Le candidat ne peut participer qu'à une visite au titre de la candidature. D'autres visites seront prévues en phase « Offres » pour les candidats retenus à l'issue de la phase « Candidatures » et donc admis à présenter une offre.

Le nombre de participants est limité à 2 personnes par soumissionnaire. Les candidats devront venir à la visite munis d'une pièce d'identité valide (CNI ou passeport transmis 48 heures à l'avance, cf supra) pour l'obtention du badge d'entrée par le PC Sécurité de la DNSCE.

A la fin de la visite, le candidat présentera l'attestation de visite jointe au dossier de consultation qui sera signée par le service organisateur.

NB : Au cours de cette visite, il ne sera répondu à aucune question. Celles-ci devront être formulées par écrit à l'issue de la visite via la messagerie de la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE). Les questions feront l'objet de réponses suivant les mêmes modalités.

ARTICLE 4BIS – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La procédure avec négociation est décomposée en 2 phases distinctes :

- 1- Une phase candidature au terme de laquelle le Pouvoir adjudicateur désigne les candidats admis à présenter une offre. Conformément aux dispositions des articles R.2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre minimum est fixé à 3 (trois) candidats et à 5 (cinq) maximum ;
- 2- Une phase Offre au cours de laquelle le Pouvoir adjudicateur négociera les conditions d'exécution du marché avec les candidats admis à présenter une offre.

Cadre général de la négociation :

La négociation sera menée en une phase unique. Il est précisé que pour rechercher la meilleure offre, le pouvoir adjudicateur procédera à une négociation avec 3 candidats minimum à 5 candidats maximum sur la base de leur offre initialement remise dans la limite maximale des candidats qui ont été invités à négocier.

Le pouvoir adjudicateur négocie avec tous les soumissionnaires en lice leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales.

Les exigences minimales mentionnées dans le présent règlement de consultation et les critères d'attribution mentionnés à l'article 2.2 ne peuvent faire l'objet de négociations. Elle sera conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. Tout échange ayant permis de préciser le besoin de l'acheteur sera diffusé à l'ensemble des candidats retenus pour négocier.

Conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique, les candidats sont informés que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les grandes étapes de la procédure de passation et le calendrier prévisionnel de l'opération sont les suivants :

- Publication de l'avis d'appel public à candidatures : 09/04/2024
- Date et heure limite de dépôt des candidatures : 13/05/2024 à 12h00
- Date prévisionnelle d'information des candidats admis à présenter une offre et communication du dossier de consultation : 10/06/2024
- Date prévisionnelle de dépôt de l'offre initiale : 19/07/2024
- Date prévisionnelle de la phase de négociation : 30/09/2025
- Date prévisionnelle de dépôt de l'offre finale : 31/10/2025
- Date prévisionnelle de notification : 27/12/2024
- Date prévisionnelle de Démarrage des travaux : 13/01/2025
- Date prévisionnelle de fin de travaux et de réception de l'ouvrage : 13/03/2027

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

5.1. Date de remise des candidatures

La date limite de remise des candidatures est fixée en page 1 du présent règlement.

Les candidatures reçues hors délai sont éliminées.

5.2 Modalités de remise des candidatures/offres

Le candidat transmet sa candidature par un dépôt unique sur la plate-forme des achats de l'Etat. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr) conformément à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites mentionnées en page 1 du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après sont rejetés.

Le profil connecté sur la PLACE qui n'a aucune activité est déconnecté automatiquement à l'issue d'un délai de 30 minutes. Le pouvoir adjudicateur ne saurait ni déroger à l'heure limite de remise des offres ni être tenu pour responsable si un soumissionnaire n'a pas été vigilant à maintenir par tous moyens la connexion de son profil entreprise lors du téléchargement.

5.3. Conditions de participation

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française ou fournies avec une traduction française lorsque les documents sont rédigés dans une autre langue (article R2143-16 et R2151-12 du code de la commande publique).

L'ensemble des échanges entre le pouvoir adjudicateur et les candidats devra respecter les principes de la commande publique, notamment le principe de l'égalité de traitement, qui s'applique à l'ensemble de la procédure de passation.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-11 du Code de la commande publique, le candidat est informé que la candidature à la présente consultation est incompatible avec toute mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou avec toute intervention directe ou indirecte dans la préparation de la présente procédure de passation du marché.

Les concurrents consultés considéreront comme strictement confidentiel le dossier de cette opération et ne devront communiquer aucun renseignement sur les études ainsi effectuées à qui que ce soit sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

5.4. Vérification des candidatures

La vérification des candidatures sera effectuée selon les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique.

Dans le cas où des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 5 jours ouvrés à compter du lendemain du jour de la réception de l'accusé réception PLACE.

La fourniture des vérifications des interdictions de soumissionner de l'attributaire pressenti s'effectuera dans le même délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'accusé réception PLACE.

5.5. Groupements d'opérateurs économiques

Les candidats ne peuvent présenter, pour le marché plusieurs candidatures en agissant à la fois (R2151-7 du code de la commande publique) :

- ☒ En qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- ☒ En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Cette clause s'applique à l'entreprise, à ses agences et ses succursales. Le non-respect de cette clause entraînera l'élimination des candidatures concernées.

Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de la candidature.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit **fournir l'ensemble des documents et renseignements** attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Conformément aux termes de l'article L2141-13 du code de la commande publique, il est précisé aux candidats qui se présentent sous la forme d'un groupement, que lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un de ses membres, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Dans le cadre de la présente consultation :

☐ La forme du groupement n'est pas imposée.

☒ La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter **la forme du groupement conjoint**.

Chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par le marché comme précisé dans l'acte d'engagement.

☐ La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter **la forme du groupement solidaire**.

Chacun des membres du groupement dit solidaire est engagé financièrement pour la totalité du marché comme précisé dans l'acte d'engagement. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

5.6. Présentation de la candidature

Les candidats devront produire les éléments suivants à l'appui de leur candidature :

☒ **Une déclaration de candidature** dûment complétée, (DC1 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou équivalent, reprenant l'ensemble des éléments demandés et comportant les déclarations sur

l'honneur relatives aux interdictions de soumissionner telles que mentionnées aux articles R2143-3 et suivant du code de la commande publique).

En cas de groupement, la lettre de candidature doit impérativement permettre l'identification :

- de la composition du groupement, avec les coordonnées de chacun des membres du groupement ;
- du mandataire ;
- de la nature du groupement.

A défaut de ces mentions, le groupement ne pourra être considéré comme valablement constitué et la candidature sera rejetée.

☒ ou **Document unique de marché européen (DUME)** : rubriques équivalentes disponibles sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/> Ou <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- ✍ Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

☒ **Des renseignements permettant d'apprécier la capacité professionnelle, technique et financière du candidat** suivant l'imprimé DC2 (disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent ou DUME :

☒ **le chiffre d'affaires global**, ainsi que la part du chiffre d'affaires consacré aux travaux objet du marché, hors taxes, des trois derniers exercices disponibles.

- ✍ Le candidat doit pouvoir justifier d'un chiffre d'affaires global annuel minimal conformément au tableau ci-après, sur au moins l'un des exercices produits, conformément aux articles R2142-6 et R2142-7 du code de la commande publique. En cas de groupement, la somme des chiffres d'affaires de chaque membre du groupement sera prise en compte pour apprécier ce minimum.

Lot		Chiffre d'affaire minimal exigé € HT
1	Désamiantage	105 000,00
2	Déconstruction démolition gros œuvre VRD	2 295 000,00
3	Charpente couverture étanchéité	598 500,00
4	Menuiseries intérieures	108 000,00
5	Menuiseries extérieures serrurerie bardage	390 000,00
6	Revêtement de sol - peinture	351 000,00
7	Cloisons Faux-plafond	421 500,00
8	Faux- plancher	417 000,00
9	Brouillard d'eau	607 500,00
10	Chauffage Ventilation Climatisation (CVC)	6 000 000,00
11	Electricité CFO CFA (SSI précablage VDI)	12 000 000,00
12	Groupes électrogènes	3 000 000,00

13	Sûreté Sécurité	459 000,00
14	Gestion Technique du Bâtiment (GTB)	255 000,00
15	Urbanisation (baies confinement)	1 680 000,00

☒ **Une assurance des risques professionnels pertinents**, comportant des montants de garanties suffisants et adaptés au présent projet en RC exploitation et en RC professionnelle en incluant les conséquences de toute solidarité (ou équivalent, si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire ces renseignements).

☒ **Liste de 3 références minimum et 5 références maximum significatives de réalisations antérieures les plus récentes en lien avec l'objet de la consultation et sur la base de l'annexe n°4 (pour un candidat unique ou au titre du groupement)** par le biais du cadre de réponses dûment complété fourni en annexe n°4 du règlement de consultation, en précisant l'opération, son stade d'avancement, la durée, les surfaces, le montant et la nature des prestations exécutées, les date et lieu d'exécution, ainsi que le destinataire de l'ouvrage (nom + coordonnées), et en renseignant le tableau « Retour d'expérience » pour chaque référence présentée faisant le lien entre la référence choisie avec la présente opération. Ce tableau a pour objectif de contextualiser les références au regard de l'opération et d'indiquer les retours d'expériences et compétences acquises dans le cadre des références et qui seront réutilisées dans le présent marché.

✎ Les références supplémentaires au-delà de 5 ne seront pas analysées.

✎ Il est à noter que les candidats devront impérativement remplir, sans aucune modification, le cadre de réponse précité (annexe n°4 relative aux références produites). Ce document est joint au présent document (annexes 1, 2 et 3). Dans le cas contraire, la candidature pourra être rejetée sur ce seul motif.

☒ Une note de présentation comportant les éléments suivants :

- La déclaration des effectifs moyens annuels du candidat/groupement, ainsi que la structure de l'entité qui aura la charge d'exécuter le projet ;
- Les Qualifications-Expertises, CV et titres d'études et professionnels, certifications, labels de l'entreprise
- Les Moyens techniques : Logiciels et matériels en adéquation avec l'objet du lot et le périmètre du lot considéré.

✎ La note de présentation ne devra pas excéder 40 pages format A4, hors page de garde, sommaire, taille de police comprise entre 10 et 12. Les pages allant au-delà du nombre de pages imposé ne seront pas prises en compte au titre de l'analyse de la candidature.

Les qualifications attendues par lot sont les suivantes :

N°	LOTS	QUALIFICATIONS
----	------	----------------

1	Désamiantage	Certification Désamiantage QUALIBAT n°1552 ou équivalent AFNOR (ou équivalent) Attestation de formation aux risques d'exposition au plomb (ou équivalent)
2	Déconstruction-démolition/GO/VRD	Certification QUALIBAT 1221 - Reprises en sous-oeuvre (technicité courante) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 1312 - Terrassements - fouilles (technicité confirmée) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 1321 - Canalisations d'assainissement (technicité courante) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 1341 - Aménagement de chaussées et trottoirs (ou équivalent) Certification QUALIBAT 2112 - Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité confirmée) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 2212 - Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée) (ou équivalent)
3	Charpente couverture étanchéité	Certification QUALIBAT 2412 - Constructions et structures métalliques (technicité confirmée) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 3181 - Couverture en plaques nervurées ou ondulées (ou équivalent) Certification QUALIBAT 3212 - Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité confirmée) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 3242 - Étanchéité liquide (S.E.L.) (technicité confirmée) (ou équivalent)
4	Menuiseries intérieures	Certification QUALIBAT 4312 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois (ou équivalent)
5	Menuiseries extérieures serrureries bardage	Certification QUALIBAT 4421 - Structures métalliques (ou équivalent) Certification QUALIBAT 4411 - Serrurerie-métallerie (Technicité courante) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment (ou équivalent) APSAD C 60 - Fourniture et pose de serrure sécurisée (ou équivalent)
6	Revêtement de sol peinture	Certification QUALIBAT 6223 - Revêtements résilients (pvc, caoutchouc, linoléum et assimilés) (Technicité supérieure) (ou équivalent) Certification QUALIBAT 6133 - Peinture industrielle (ou équivalent) Certification QUALIBAT 6121 - Ravalement en peinture (ou équivalent)
7	Cloisons faux plafond	Certifications QUALIBAT 4131 à 4133 - Plaques de plâtre (ou équivalent) Certifications QUALIBAT 6611 et 6112 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaire (ou équivalent)
8	Faux plancher	Certification QUALIBAT 6622 (ou équivalent)
9	Brouillard d'eau	Agrément APSAD/FM Global et références en DATA CENTER (ou équivalent)
10	CVC	Certifications QUALIBAT: - 5113 Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment avec surpresseur (ou équivalent) - 5232 Installations de pompes à chaleur et groupes froids (ou équivalent) - 5252 Installation de distribution de chauffage ou rafraîchissement avec CTA (ou équivalent) - 5312 Installations de ventilation (ou équivalent) - 5313 Installations de traitement d'air de salle blanche (ou équivalent) - 5511 Installations de GTB (ou équivalent)
11	CFO CFA (SSI, précâblage VDI)	Qualifelec : MGTI, IRVE, CF MGTI + références en data center+ (ou équivalent) agréments APSAD I7 et IF13 (ou équivalent) APSAD R7 Détection automatique d'incendie Règle d'installation et de maintenance (ou équivalent) APSAD R2 Brouillard d'eau Règle d'installation et de maintenance (ou équivalent) APSAD IF13 Extinction automatique à gaz (ou équivalent)
12	Groupes Electrogènes	Sans objet
13	Sûreté sécurité	APSAD IR31 Conduite d'un projet de télésurveillance d'un site (ou équivalent) APSAD IR81 Détection d'intrusion (ou équivalent) APSAD IR82 Vidéosurveillance (ou équivalent) APSAD D83 Contrôle d'accès (ou équivalent) APSAD D32 Cyber sécurité (ou équivalent) APSAD NF367 I80 Détection d'intrusion (ou équivalent)
14	GTB	Certifications QUALIBAT 5511 ou similaire, systèmes complexes ou CF2-CF3 QUALIF ELEC + certificat de formation (ou équivalent) PCVUE pour prise en main de l'existant (ou équivalent)
15	Urbanisation (baies confinement)	Sans objet

- Moyens techniques : Logiciels et matériels en adéquation avec l'objet du lot et le périmètre du lot considéré.

☒ **Les pouvoirs dûment complétés** des personnes physiques signataires.

☒ **L'imprimé DC4 pour la présentation d'un sous-traitant** ou équivalent (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ainsi que l'ensemble des documents et renseignements exigés.

✎ Les candidats peuvent utiliser le formulaire DC 4 à cet effet. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> accompagné des demandes et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants.

Il est rappelé aux candidats que tout dossier avec des pièces manquantes ou incomplètes pourra être rejeté.

5.7. Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Il ne peut sous-traiter totalement la mission qui lui est confiée.

En cas de sous-traitance partielle, il ne peut faire appel qu'à un organisme disposant de capacités au moins équivalentes à celles qu'il a présenté dans son dossier de candidature, au titre des prestations concernées.

Pendant toute la durée du marché, en cas de recours à la sous-traitance, le recours à la sous-traitance directe doit être privilégié au maximum par le Titulaire.

Le Titulaire est responsable des travaux sous-traités. Chaque cotraitant est responsable de la gestion de ses sous-traitants quel que soit leur rang de sous-traitance.

En complément de l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, lors d'une demande d'acceptation de sous-traitant le Titulaire s'engage à porter à connaissance du sous-traitant, les éléments de Coordination en matière de Sécurité, de Protection de la Santé et des Conditions de Travail conformément au Code du Travail.

ARTICLE 6 – EXAMEN ET JUGEMENT DES CANDIDATURES

6.1 Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature et le cas échéant après que le pouvoir adjudicateur ait décidé de recourir aux dispositions de l'article R2144-2 du Code de la

commande publique, le pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières demandées pour exécuter les prestations concernées.

Le pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus en application des dispositions de l'article R2144-6 du Code de la commande publique.

☒ **En procédure formalisée:**

En l'application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

6.2 Critères de choix des candidatures :

Critère 1 : Capacités professionnelles évaluées sur **50 points** de la note finale (notée sur 100) au regard de 3 références minimum et 5 références maximum, significatives de réalisations antérieures les plus récentes en lien avec l'objet de la consultation et sur la base de l'annexe 1, à savoir :

- ✍ Pour les lots de 1 (Désamiantage), 2 (Déconstruction démolition gros œuvre VRD), 3 (Charpente couverture étanchéité), 4 (Menuiseries intérieures), 5 (Menuiseries extérieures serrurerie bardage), 6 (Revêtement de sol – peinture), 7 (Cloisons Faux-plafond), 8 (Faux- plancher) : en précisant l'opération, son stade d'avancement, la durée, les surfaces, le montant et la nature des prestations exécutées, les date et lieu d'exécution, ainsi que le destinataire de l'ouvrage (nom + coordonnées) ; **pour des références en adéquation avec le projet** au regard du ou des lots auxquels l'entreprise va candidater, et en indiquant si la référence a été exécutée ou non par l'entité qui va être chargée d'exécuter les prestations au titre de la présente opération.
- ✍ Pour les lots n°9 (Brouillard d'eau), 10 (CVC), 11 (CVFO CFA (SSI pré câblage VDI), 12 (Groupes électrogènes), 13 (Sûreté Sécurité), 14 (GTB) et 15 (Urbanisation) : en précisant l'opération, son stade d'avancement, la durée, les surfaces, le montant et la nature des prestations exécutées, les date et lieu d'exécution, ainsi que le destinataire de l'ouvrage (nom + coordonnées) ; **pour des références portant sur des opérations relatives à des DATA CENTERS (création et/ou réhabilitation significative de Datacenters)**, et en indiquant si la référence a été exécutée ou non par l'entité qui va être chargée d'exécuter les prestations au titre de la présente opération.

Critère 2 : Capacités techniques évaluées sur **50 points** de la note finale (notée sur 100) au regard :

- a) La déclaration des effectifs moyens annuels du candidat/groupement, ainsi que la structure de l'entité qui aura la charge d'exécuter le projet (30 points)
- b) Les Qualifications-Expertises, CV et titres d'études et professionnels, certifications, labels de l'entreprise (15 points)

c) Moyens techniques : Logiciels et matériels en adéquation avec l'objet du lot et le périmètre du lot considéré (5 points).

A l'issue de la phase de sélection des candidats, une lettre de consultation sera adressée à tous les candidats admis à soumissionner. Une lettre informant du rejet de leur candidature sera adressée aux autres candidats.

ARTICLE 7 – PRESENTATION DES OFFRES

7.1. Présentation de l'offre

Les candidats devront produire les éléments suivants :

<u>N°</u>	<u>Pièce</u>	<u>Contenu attendu</u>	<u>Signature</u>
1	<u>Acte d'engagement</u> (annexes comprises) transmis par le maître d'ouvrage	Compléter les mentions à remplir par le soumissionnaire	Non
2	<u>Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</u>	A remplir par le soumissionnaire en format Excel.	
3	<u>A/</u> <u>Un mémoire technique :</u>	Format A4, 40 pages maximum, hors page de garde, taille de police comprise entre 10 et 12. Les pages supplémentaires ne seront pas étudiées.	Non
	<u>B/</u> <u>Une note</u> relative à la méthodologie d'intervention	Détailler l'organigramme de l'équipe affectée aux travaux, la répartition des tâches et des responsabilités, le planning prévisionnel d'intervention	Non

N°	Pièce	Contenu attendu	Signature
	C / <u>Un dossier</u> listant les informations relatives à la composition de l'équipe	Pour chaque personne affectée à l'opération, indiquer les noms, fonction dans le projet, années d'expérience, compétences, CV et titres d'études et professionnels, les qualifications et références des personnes chargées d'assurer les études et le suivi de chantier, d'encadrer le chantier.	Non
	D/ <u>Un dossier</u> <u>listant sur les</u> <u>matériaux</u>	Indiquer la provenance, la traçabilité, les caractéristiques et les performances	Non
	E/ <u>Une note</u> relative à la démarche de développement durable F/ <u>Un schéma</u> <u>d'organisation et de</u> <u>gestion des</u> <u>déchets (SOGED)</u>	Détailler la méthodologie pour atteindre les objectifs de performance environnementale/énergétique, la méthode de gestion et suivi du traitement des déchets, les outils de reporting.	Non
4	<u>Attestation de</u> <u>visite obligatoire</u>	Remis par le maître d'ouvrage	
5	<u>Une note sur</u> l'insertion sociale	Détailler la méthodologie d'accompagnement et de suivi de l'action d'insertion sociale pour les lots concernés	Non
6	<u>Une note</u> sur l'innovation	Détailler la méthodologie mise en œuvre pour intégrer l'innovation.	Non
7	<u>Relevé d'identité</u> <u>bancaire, ou</u> <u>équivalent</u>	L'intitulé doit correspondre exactement à la raison sociale figurant à l'AE et à la dénomination figurant au registre du commerce.	Non

✍ Il est précisé qu'aucune indication du montant ne devra apparaître dans le mémoire technique.

✍ Les annexes au mémoire ne doivent pas dépasser 40 pages. Il est aussi à noter que les pages allant au-delà du nombre de pages imposées ne seront pas prises en compte au titre de l'analyse technique de l'offre.

7.2. Examen des offres

☐ **en procédure adaptée sans négociation** : Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

☐ **en appel d'offres ouvert uniquement** : Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Si le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, cette modification ne pourra avoir pour effet de modifier substantiellement les offres. Des précisions sur la teneur de leur offre peut être demandée aux candidats mais ne peut aucunement aboutir à une modification ou à une négociation.

☒ **en procédure avec négociation** Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R2152-3 à R2152-5 et R2153-3, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution.

En cas de réduction du nombre d'offres appelées à poursuivre la procédure, les offres sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution

7.2.1. Critères de choix et jugement des offres

Pour information, ci-dessous les critères de choix des offres qui seront appliqués lors de la phase ultérieure « Offres » :

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective :

- **Critères de choix des offres**

Pour information, critères de choix des offres qui seront appliqués lors de la phase ultérieure « Offres »:

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective :

- **Pour les lots 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 :**
 - **Critère 1** : Qualité et valeur technique de l'offre : 60%
 - **Sous-critère 1.1 : Organisation opérationnelle (25 points)**
 - **Sous-critère 1.2 : Qualité/ Performances (20 points)**
 - **Sous-critère 1.3 : Dispositions environnementales (10 points)**
 - **Sous-critère 1.4 : Dispositions sociales (5 points)**
 - **Critère 2** : Prix : 40%

- **Pour les lots 1, 2 :**

- **Critère 1** : Qualité et valeur technique de l'offre : 60%

- Sous-critère 1.1 : Organisation opérationnelle (37,5 points)
- Sous-critère 1.2 : Dispositions environnementales (20 points)
- Sous-critère 1.3 : Dispositions sociales (2,5 points)

- **Critère 2** : Prix : 40%

- **Pour les lots 3, 4, 5, 6, 7, 8 :**

- **Critère 1** : Qualité et valeur technique de l'offre : 50%

- Sous-critère 1.1 : Organisation opérationnelle (32,5 points)
- Sous-critère 1.2 : Qualité et performance environnementales des matériaux et process (10 points)
- Sous-critère 1.3 : Dispositions sociales (2,5 points)

- **Critère 2** : Prix : 50%

Notation du critère prix de chaque lot :

La formule utilisée sera la suivante :

Note financière = (montant total global de l'offre forfaitaire conforme la moins-disante / montant total global de l'offre forfaitaire jugée) x note maximale

Pour les lots 9,10 et 11,

Le montant total global de l'offre = montant total global forfaitaire + montant total global DQE

Notation de la valeur technique de l'offre :

La valeur technique de l'offre, sera appréciée au regard des critères mentionnés à l'article précédent et au moyen des pièces mentionnées à l'article 7.1.

- **Jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R.2152-7 et R.2152-11 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables :

- est inappropriée (L.2152-3 du code de la commande publique), une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;

- est irrégulière (L.2152-2 du code de la commande publique), une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;

Toutefois, en application de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si la régularisation n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. Ce délai sera indiqué lors de l'envoi de l'invitation à régulariser l'offre. Passé ce délai, toute régularisation sera rejetée et l'offre sera déclarée irrégulière.

- est inacceptable (L.2152-3 du code de la commande publique) une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

ARTICLE 8 – NEGOCIATION

Cadre général de la négociation

Il est précisé que pour rechercher la meilleure offre, le pouvoir adjudicateur procédera à une négociation avec les candidats retenus, sur la base de leur offre initialement remise dans la limite maximale des candidats qui ont été invités à négocier.

Le pouvoir adjudicateur négocie avec tous les soumissionnaires en lice leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales.

La négociation sera conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. Tout échange ayant permis de préciser le besoin de l'administration sera diffusé à l'ensemble des candidats retenus pour négocier.

Pour mémoire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres finales seront jugées selon les critères énumérés à l'article 7.1 du présent règlement de consultation. Le classement final sera établi sur cette base.

Modalités pratiques de la négociation

Les modalités pratiques de la négociation leurs seront précisées dans la lettre d'invitation à négocier. Les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai fixées par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis dans les documents de la consultation.

Les négociations pourront s'effectuer par voie écrite et/ou orale, en présentiel (lieu défini par le pouvoir adjudicateur) ou à distance.

Le pouvoir adjudicateur informera les candidats de la clôture des négociations. A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale ou pourront maintenir leur dernière offre dans le délai indiqué. Une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres

nouvelles ou révisées sera alors définie conformément à l'article R2161-20 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

9.1. Interdictions de soumissionner

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation, sous réserve de la production des pièces prévues aux articles R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les règles énumérées à l'article R2143-3 et suivants du Code précité.

9.2. Mise au point

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

9.3. Signature du marché

Le marché est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement joint au dossier de consultation lors de sa transmission aux candidats admis à soumissionner. Il fournira, le cas échéant, une délégation de pouvoir des personnes habilitées à le représenter, signée en bonne et due forme ainsi qu'un relevé d'identité bancaire, ou équivalent dont l'intitulé doit correspondre exactement à la raison sociale figurant au marché et à la dénomination figurant au registre du commerce.

9.4. Indemnisation

Il est précisé qu'aucune indemnisation n'est prévue au titre de la présente consultation. Par ailleurs, les candidats prendront en charge leurs frais de déplacement aux réunions organisées par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

10.1. Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements relativement aux voies de recours peuvent être demandés est le :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV
B.P. 7007
31068 Toulouse Cedex 07
Téléphone (de 9h30 à 12h00) : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

10.2. Informations sur les recours

Conformément à la réglementation en vigueur, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel avant la conclusion du contrat ;

- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ;
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront faire parvenir une demande écrite exclusivement via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr) sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Il conviendra au candidat de s'assurer qu'il est en mesure de recevoir et de prendre connaissance des courriels envoyés par le pouvoir adjudicateur via la place et à l'adresse mail : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr.

Pour tous renseignements relatifs aux offres initiales, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres initiales. Passé ce délai, les questions ne seront pas prises en compte et ne feront pas l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur. Si une réponse doit être apportée par le représentant du pouvoir adjudicateur, elle sera alors adressée, par écrit via la plateforme à tous les candidats participant à la consultation, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres initiales.

Dans le respect des principes de la commande publique, les réponses seront transmises à l'ensemble des candidats.

Il est **fortement conseillé** aux candidats de renseigner le nom de l'organisme candidat, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique par une personne qualifiée et responsable dans l'entreprise, afin que le candidat puisse bénéficier de toutes les communications et échanges à l'initiative du pouvoir adjudicateur diffusés lors du déroulement du présent concours.

Les candidats ne pourront porter aucune réclamation s'ils ne bénéficient pas de toutes les informations diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement du présent concours en raison d'une erreur qu'ils auraient faite dans la saisie de leur adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières informations du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS A LA PRESENTE PROCEDURE :

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :
Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
Bâtiment COLBERT
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12
Représentée par le Délégué aux systèmes d'information
Coordonnées du délégué à la protection des données :
le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Fait, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE N° 1 : RELATIVE AUX MODALITES DE LA CONSULTATION DEMATERIALISEE

La présente consultation est soumise aux règles relatives à la dématérialisation des consultations telles que consolidées dans le code de la commande publique. Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

La consultation est directement accessible sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence DNSCE31_DATACENTRE_TVX_CANDIDAT

Dans les pages suivantes, il est fait référence à la place de marchés interministérielle accessible à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr, dite PLACE. Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- odt, ods, odp, odg
- Tableur .xls
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images : bitmaps .bmp, .jpg, .gif .png

Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter le pli du candidat.

Le soumissionnaire est invité à traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation. Toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise de son pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la Place.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Signature électronique

Lorsque la signature est expressément requise par le pouvoir adjudicateur, les documents transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique

répondant aux conditions prévues par arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique. Ils sont ensuite chiffrés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus:

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et référencées sur une liste établie :

- pour la France, par le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique : <http://references.modernisation.gouv.fr>
- ou pour les autres États membres par la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1^{er} cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de

création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^{ème} cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau ** ou *** du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur les certificats PRIS V1 qui ne sont plus acceptés depuis le 19 mai 2013.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Il est rappelé aux candidats qu'il est indispensable de signer chacun des documents et que la signature d'un zip n'est pas valable. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique. Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plate-forme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus"

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde

Les candidats ont la possibilité de remettre s'ils le souhaitent une copie de sauvegarde, sur support papier, sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB) ou par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE.

Cette copie identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et devra parvenir, avant les dates et heures limites indiquées pour la réception des candidatures (ou des offres selon la phase de la consultation) à l'adresse suivante :

Secrétariat général des ministères économiques et financiers
- SIEP-BIMO Antenne immobilière de Toulouse
1 rue de la cité administrative Bât B 31074 TOULOUSE CEDEX

Candidature pour la consultation : Marchés de travaux pour
l'opération d'extension et de rénovation d'un datacentre à la
Direction Nationale des Statistiques et du Commerce Extérieur
(DNSCE)

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Lorsque le candidat aura transmis une copie de sauvegarde, cette copie ne sera ouverte que si :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.



Ministère
de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté
industrielle et numérique

Liberté Égalité Fraternité

Secrétariat
Général

Acteurs de l'écosystème achat, engageons-nous pour des relations fournisseurs achats responsables !



Les MEF sont signataires de la Charte Relations Fournisseurs Achats Responsables (RFAR) depuis le 25 novembre 2022 et sont engagés depuis à réaliser les travaux en vue de l'obtention du label RFAR. Avec des mesures pragmatiques telles que la **nomination d'un médiateur interne relation fournisseurs**, la signature de la Charte s'inscrit pleinement dans la démarche vertueuse de transition sociale et environnementale engagée depuis plusieurs années au sein des MEF et traduit la volonté ministérielle de construire une relation éthique et équilibrée avec nos fournisseurs.

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



Quels sont les objectifs de la signature de la Charte RFAR ?

La Charte RFAR traite de l'équilibre et de la qualité des relations entre acheteurs et fournisseurs pour garantir des achats à impact positifs incluant à la fois la performance économique, les critères environnementaux, sociaux et promeut un dispositif destiné aux PME/ETI dans le cadre des marchés publics. En adhérant à la Charte, les MEF adoptent **10 engagements pour des achats responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs et invitent ses fournisseurs à s'inscrire dans cette même démarche.**



Qui sont les contributeurs à cette démarche ?

La démarche RFAR, c'est l'affaire de tous ! l'ensemble des parties prenantes du processus achat (managers, responsables achats, acheteurs, prescripteurs, bénéficiaires, chaîne de la dépense, ...) mais aussi **les fournisseurs doivent s'engager dans la mise en œuvre de ces engagements pour réussir ensemble les transitions sociale et environnementale.**



Qu'attendons-nous des fournisseurs dans cette démarche ?

L'aboutissement de cette démarche repose sur l'implication et la participation entière de tous. Pour ce faire, les fournisseurs doivent s'inscrire dans une **démarche d'amélioration** continue en matière d'**innovation et de performance des produits et services au service de la responsabilité sociale et environnementale**.

Les fournisseurs sont également invités à signer la charte RFAR et à s'engager dans la démarche de labélisation RFAR.

Nous comptons sur votre action pour réussir collectivement cette démarche RFAR !



Ministère
de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté
industrielle et numérique

Liberté Égalité Fraternité

Secrétariat
Général

LA MEDIATION INTERNE RELATIONS FOURNISSEURS AUX MINISTÈRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS



Les MEF mettent à disposition de leurs fournisseurs un dispositif de règlement amiable des différends, la **médiation interne relation fournisseurs dans le prolongement de l'engagement des MEF à la**

Charte Relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



FINALITE

Le processus de médiation interne relations fournisseurs permet de :

- **Co-construire une solution mutuellement bénéfique** par les parties (acheteur et fournisseur) ;
- **Développer sur la durée une collaboration responsable et transparente et de bonnes relations avec les fournisseurs.**



BENEFICIAIRES

Toute entreprise en lien avec avec la commande publique des ministères économiques et financiers a la possibilité de solliciter le médiateur interne relation fournisseurs.



CHAMP D'APPLICATION

La médiation interne relations fournisseurs s'applique à **tout différend lié à l'exécution d'une commande publique (pénalités, divergence d'interprétation de clause contractuelle, impayés..).**

MODALITES



La médiation interne relations fournisseurs, conduite par un **médiateur interne, tiers neutre et impartial**, est réalisée sur le principe du tryptique suivant :

- ❖ **Confidentielle** : le médiateur interne est garant de la stricte confidentialité des échanges ;
- ❖ **Gratuite** : aucune dépense n'est à engager par les parties prenantes ;
- Volontaire** : librement sollicitée par l'acheteur et/ou le titulaire du marché.



CONTACT

Le médiateur interne relations fournisseurs à votre écoute :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

01 53 18 32 17 / 07 86 28 71 35